



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SOUTIEN AUX SYNDICALISTES ET MILITANT·E·S PROGRESSISTES D'AFGHANISTAN

En Afghanistan, après plus de 20 ans de guerre, les Talibans ont repris le pouvoir par la force en faisant de nombreux morts et blessé·e·s.

C'est le résultat d'une guerre qui comme toutes les guerres était sans issue car elle ne répondait qu'à des impératifs liés à la politique intérieure des États-Unis et soutenue par de nombreux pays occidentaux, dont la France. Les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais eu comme finalité d'établir un pays sûr en améliorant la situation sociale et économique pour le peuple afghan.

Dès le déclenchement de cette guerre, la CGT s'y était opposée et avait protesté contre la participation de la France et de ses forces armées. Toutes ces années de guerre et ces milliers de morts, pour en arriver là !

Le retour des Talibans au pouvoir, c'est le retour de la terreur pour toute la population, et particulièrement pour les femmes qui seront de nouveau privées de toutes libertés et d'autonomie.

De nombreux·euses militant·e·s progressistes afghans ont demandé l'asile politique en Europe et notamment en France en raison des risques d'assassinats et de représailles qu'ils encourent. A chaque fois que les talibans se sont emparé d'une province afghane, les responsables locaux ou régionaux de la principale organisation syndicale afghane, NUAWÉ ont toujours été pris pour cible.

Dans un pays où les droits des femmes sont quasiment inexistant, il est important de rappeler que les statuts de cette confédération afghane sont basés sur une parité stricte entre les femmes et les hommes dans les instances de Direction.

La CGT exige que cet asile politique leur soit accordé.

Parmi ces demandeurs d'asile, la CGT tient à attirer particulièrement l'attention sur la situation d'Imamudin HAMDARD, responsable international de la NUAWÉ ainsi que de son président Maroof QADERI.

Ayant reçu des menaces de mort, en raison de son engagement syndical et du poste qu'il occupe au centre culturel français, Imamudin HAMDARD, a demandé pour lui et sa famille, l'asile politique à la France.

La CGT exhorte le gouvernement français à répondre à l'appel à l'aide d'Imamudin HAMDARD ainsi qu'à toute demande d'asile politique qui sera adressée à la France.

Dans son allocution, Emmanuel MACRON s'est engagé à rapatrier l'ensemble des ressortissants Français ainsi que toutes celles et ceux qui se sont engagés dans la lutte contre les Talibans. Nos camarades syndicalistes Afghans qui ont pris une large place dans ce combat, ne doivent pas être oubliés par le gouvernement français.

La CGT restera attentive à l'évolution de la situation des militant·e·s afghan.e.s. et aux engagements pris par le gouvernement.

Montreuil, le 17 août 2021